

Gizonak & Lanak

Bibliofiliako lanen bilduma

SEGUNDO OAR-ARTETA
Jon Gotzon Etxebarria
Gernikartutako santurtziarra



LEOPOLDO ZUCAZA
Colecciones literarias
en el País Vasco. 1919-1939



JULIEN VINSON
Cahier des vœux et instructions
des Basques-Français pour leurs,
Députés aux États-généraux de la Nation
Laphurtar Escaldun Francesec,
Erresumaco Estatu-generaletarat
egorteen dituzten Deputatuei,
emaiten dioten botuen eta instrucionen, Cayera

OLERTI ETXEA
MMVI

*CAHIER des vœux et des instruc-
tions des Basques-François du
Labourt, pour leurs Députés aux
Etats-généraux de la Nation.*



*LAPHURTAR Escaldun Fran-
cesec, Erresumaco Estatu-gene-
raletarat egortcen dituzten De-
putatuei, emaiten dioten botuen
eta instruccioen, Cayera.*

2
—

CAHIER des vœux et des instructions des Basques-François du Labourt, pour leurs Députés aux Etats-généraux de la Nation.

PÉNÉTRÉS du plus profond respect et de la plus vive reconnaissance pour les grandes vues de justice et de bienfaisance qui ont déterminé leur Souverain à convoquer les Etats-généraux de son Royaume, les Basques-François du Labourt ses fidèles Sujets, les seconderont autant qu'il leur sera possible, par les vœux que leurs Députés seront chargés d'y faire entendre.

Un Roi qui aime plus la vertu que l'autorité, douze cens Représentans choisis dans une des Nations les plus éclairées de la terre, un Ministre qui n'a pour politique que les grandes vues du génie ; voilà quels seront les grands coopérateurs de la régénération d'un vaste Empire : quels motifs d'espérer que nous allons laisser à nos descendans un sort plus heureux que celui que nous avons reçu de nos pères !

Les vœux des Basques-François s'arrêteront d'abord sur la Constitution nationale, sur les Finances du Royaume, et sur l'Administration de la justice.

Ce ne sera qu'après avoir présenté leurs idées sur les objets nationaux, qu'ils se permettront de faire entendre leurs réclamations particulières pour l'amélioration de leur province, qui, comme frontière du Royaume, mérite, à ce seul titre, de fixer dans tous les tems, les regards du gouvernement.

Constitution fixe à donner à la Nation.

De quelque manière qu'on nomme son gouvernement, une Nation ne peut se dire libre, si elle ne fait elle-même ses loix ; si la propriété et la sûreté personnelle de chacun de ses membres ne sont mises sous leur garde inviolable ; si chaque citoyen n'y a la faculté de manifester toutes les pensées qu'il croira utiles au maintien et au perfectionnement de l'ordre public.

Il faut donc que les assemblées de la Nation se renouvellent ; que leurs retours soient périodiquement fixés ; et que l'on prenne des mesures certaines pour que leurs convocations, aux époques convenues, ne puissent jamais être empêchées.

Il faut que les loix destinées à régir la Nation avec un vœu de permanence, se délibèrent, soit sur les propositions de ses représentans, soit sur celles du Souverain dans ces assemblées de la Nation, et que celles qu'on y aura ainsi délibérées se publient et s'exécutent aussi-tôt.

Cependant, comme il pourra absolument arriver que, dans l'intervalle d'une assemblée de la Nation à une autre, des loix provisoires deviennent nécessaires, soit à tout le Royaume, soit à quelques-unés de ses provinces, ce sera au Souverain seul qu'il appartiendra, dans ces circonstances im-

①

LAPHURTAR Escaldun Francesec, Erresumaco Estatu-generaletarat egortcen dituzten Deputatuei, emaiten dioten botuen eta instruccioen, Cayera.

EÇAGUTÇARIC hicienarequin eta errespeticuric samurrenarequin, ikhusten dute Laphurtar Escaldun Francesec, justiciazco eta ontasunezco motiboric handienec ekharri dutela heyen Soheranoa edo Erreguea bere Erresumaco Estatu-generale biltcerat, eta sujet leihal diren beçala, ençayatuco dire, ahal beçambat, objet handi hortan harren lagunicerat, Estatu-generaletan adiarazteaz bere Deputatuae eargatu dituzten botuez.

Botherea baino, berthutea maiteago duen Erregue bat, lurraren gainean diren Nacioneric argituenetariec batetan herecico diren hamabi ehun Deputatu, Ministro bat ceinae ez baitu bertice chederic, izpiritu handi, on eta justu batec Erresumaren çorionarençat, emaiten diotçon sentimenduac baidic ; horra nor içanen diren cargatuac Franciari bici berri, puchant eta justuago haten emaitiaz. Cembat arraçoïn esperançea içateco utcico diotegula gure ondocoei gure aintcinagocoen-ganic errecibitu dugun baino sorthe dohatsuaçoa !

Escaldun Francesen botuac içanen dire lehenic Nacionearen Constitucionearen, Erresumaco Tresoren, eta Jasticiaeren partitcearen gainean.

Objet handi eta important horietaz mintçatu ondoan baidic, ez dituzte nahi adiaraci Laphurdiren onetan eguinen tuzten bere galde particularrac : Laphurdic Erresumaco frontera edo azquen muguerric beçala, merci duen arren, Gobernamentuac beha dioçon begui atçarri, eta samur batçuez.

Nacioneari eman behar çayoçen Constitucionea.

Cein nahi icenez deith deçan Nacione batec bere gobernamentua, Nacione bura ecin deith diteque libroa, non ez dituen berac eguiten bere legueac ; non haren membro bakhotcharen onthasunac ez diren eçartcen berac eguin dituen legue heyen goardiaren azpian, non particular bakhotchac ez duen libertate osoa arguitarat emaiteco, ordena publicoaren mantenuarentçat eta haren perfeccionatecco heldu çaiçcon pensamendu guciac.

Erresumaco Estatu-generalac behar dire beraz maiz erreberritu ; heyen berriz biltcea behar da ordenatu, moyenic segurenac hartcen direlaric, heyen biltcea manatua içanen den demboretan, ez deçan nihoiz guibelamenturic içan.

Asamblada heyetan behar dire eguin, gambiantcetarac sujet içanen ez diren beçala, Erresumaco legue generalac. Legue hec behar dute eguinac içan, nahiz asambladaco Deputatuec, nahiz Erreguec berac, asamblada hartan eguinen tuzten proposicionen gainean, eta han horrela establituac içan diren ondoan, behar dire inçtant beretic publicatu eta executatu.

Bainan nola Estatu-general batçuetaric bertcetaraco bizquitartean, baiditeque cembait legue berri eta presatuco batçunen beharra, nahiz Erresuma guciotz, nahiz cembait provincia bakhochetacotz, casu hortan Soheranoari choilqui içanen çayo bere Conseilluan legue bizquitarteco horien eguitea.

3

prévues et urgentes de délibérer dans son Conseil de pareilles lois. Il les fera vérifier dans ses Cours de Parlement, qui, sur les inconvénients qu'elles croiront y apercevoir, pourront lui présenter des premières et des secondes remontrances ; mais qui, si le Souverain persiste, malgré cela, à vouloir les maintenir, et sur la simple manifestation de sa volonté à cet égard, par des lettres de jussion, seront tenues de les publier aussi-tôt, pour être exécutées provisoirement, jusqu'à la prochaine assemblée de la Nation ; à moins que leurs inconvénients ne se rendent trop sensibles dans l'exécution ; auquel cas les Cours de Parlement pourront encore avoir recours, auprès du Souverain, à de nouvelles remontrances.

Il faut que chaque sujet du Roi n'ait rien à craindre, ni pour ses propriétés, ni pour sa liberté individuelle, tant que les lois et leurs Ministres se taisent à son égard ; qu'il ne puisse dès-lors y être attaqué que dans les cas et les formes que traceront les lois du Royaume ; qu'il ne soit plus fait aucun usage de lettres de cachet ; que, hors des cas qui regarderont le service militaire, les Gouverneurs et les Commandans des provinces ne puissent plus, sous peine d'être poursuivis comme coupables du crime de lese-liberté civile, expédier des ordres arbitraires d'emprisonnement, ni les géoliers des prisons, ou les Commandans des châteaux, enfermer des citoyens arrêtés en vertu de tels ordres, sans être punis comme complices du même crime.

Il faut que chaque citoyen ait la liberté de répandre, par la voie de l'impression, toutes les idées qu'il peut croire utiles, ou à la chose publique, ou même aux loisirs et aux

délassemens de sa Nation ; qu'en conséquence les fonctions des censeurs soient supprimées, et que la presse reste libre, avec cette précaution, qui paroît suffisante pour en détourner les abus, que l'Auteur et l'Imprimeur seront obligés de se nommer dans les ouvrages.

Il faut enfin que, hors le Souverain, il n'y ait aucun dépositaire de quelque portion de la puissance publique, qui ne soit désormais obligé de répondre ou devant les assemblées de la Nation, ou devant ses Tribunaux, des abus qu'il se sera permis d'en faire ; et qu'à ces égards, le cours de la Justice ne puisse plus être interverti par des évocations et par des établissemens momentanés de Tribunaux de commission, qui ne peuvent servir le plus souvent qu'à sauver des coupables, ou à perdre des innocens.

Pour rendre ou pour donner à l'Etat cette constitution tutélaire des propriétés et des libertés de chacun des Sujets du Roi, et pour la lui assurer à jamais, il faut que les assemblées de la Nation soient invariablement soumises au principe de droit commun qui doit régir toutes les assemblées délibérantes ; et que les opinions s'y prennent par tête et non par ordre.

La constitution nationale une fois établie sur ces maximes fondamentales des Gouvernemens légitimes, opérera d'elle-même dans les détails de l'administration, toutes les réformes qu'y solliciteront les droits imprescriptibles de la justice et de l'humanité, et l'intérêt général de la Nation.

Les habitans de nos Colonies seront admis à une représentation aux assemblées générales de leur Métropole.

2
Legue suerte horiec egorrico ditu bere Parlamentetarat, Par-
lamentei legue heyetan iduritzen baçayote cerbait ungui ez
denic, cilhegui içanen çayote behin eta bietan Erregueri bere
errepresentacionen eguitea ; bainan errepresentacione horiec-
eguin ondoan, Soberanoac nahi badu oraino eta declaraten
badiote bere Parlamentei, manuzco guthunez, legue hec
içan ditecen pausatuaç, orduan Parlamentec publicaracico
dituzte içan ditecentraç executatuaç choilqui lehenbico
Estatu generaletarainocooan ; non legue heyen execucionean
ez den aurkhiteen cembait Sobraniazco hidegabe ; cein kha-
sutan Parlamentec eguinen baitituzte oraino errepresentacione
berriac.

Legueac eguin ondoan, legue hec eta legue heyen Ministroac
ichilic daudeceino, Erregueren sujetei nihore ez dio beldur-
cunderic eman behar ez bere onthasunen goçamenean, ez bere
libertate osoaren gainean : legueac eguinez gueroç Erregueren
sujet bakhotchac ez du behar içan nihortaz bilhatua Erresu-
maco leguec manatcen duten khasutan eta maneretan baicen :
letra de cachet deitzen diren, preso emaiteco manuez, ez da
cilbegui behar içan guehiago cerbitçatcea : hiriçatco eta pro-
vinciçatco Comendant eta Gobernadorec ez dute hemendic
harat poderoric behar içan, soldaduez eta soldaduzco cerbitçua
intresatcen duten eguitecoez campoan, bere ordena muguerri
gabecoz Erregueren sujetic batere preso emanarazteco ; eta
eman arazten badituzte, nahiz hec, nahiz presondeguitaco eta
gatzelutaco presoner suerte horiec errecibituco tuzten goar-
dianoac behar dute içan cherkhatuaç eta punituaç, libertate
maite eta preciçtua hausten eta porroscatcen duen crima
eguin dutelacotz.

Frances bakhotchac behar du içan libertate osoa imprime-
riaren ariaz arguitarat emaiteco, populuaren çorionarençat,
edo oraino haren pausuco demboretan errecrearazteco, asma-
tucu tuben pensamendu guciac. Hartaracotz deseguin beha
dire liburu bisitatçailen empleguac, eta liburu eguillei cilhe
gui behar çayote içan liburu fuerte guciçen eguitea, condicio-
nerequin choilqui, liburu eguillea eta autora bera icendatuec
direla bere obretan. Iduri du precociçone hori asquia delç
abusuen guibelatceco.

Finçan Soberanoaz bertce alde, Erresumaco bothere publi-
coaren cembait porcione duten guiçon guciac, herchatuaç
behar dire içan hemendic harat eguinen tuzten abusuez eta
inyusticiez ihardesterat, nahiz Estatu-generaletan, nahiz
Justiciaco Tribunaletan ; hortaracotz, Justiciacoz du guehiago
trabatua behar içan, ez evocacioneac deithcen diren, faltadu-
nac haren escuetaric kentcen tuzten, moyenez, ez eta ere
comisionç particularrac erraiten dioten, Tribunalez, ceinac
maicnic ez baitire cerbitçatcen criminelen salbatceco, edo
malhurusçuiago oraino innocenten galtceco baicen.

Erresumari bihurtcecotz, edo emaitecotz Erregueren sujet
bakhotchari bere libertatea eta bere onthasunac beguiratu
behar diozcon constitucionç ecin asqui preçatu hori, eta hor-
ren seculacotz seguratceco, Estatu-generaletaco Asambladac
behar dire içan sumetituaç, Asamblada guciac gobernatu
behar dituen dretchu comuneco principioari ; eta hortara-
cotz Estatu-generaletan opinionçac behar dire hartu buruça
eta ez ordenaç.

Franciaco constitucionçac, behin hola establituz gueroç
governamendu legitimo guciçen fundament horien gainean,
eguinçen tu bere baitaric, administracioneco chehetasunean,
Nacionearen intres generalac, justiciaren eta humanitatearen
dretchu ecin seculan ahantçieç, galdeguinen diotçoton erre-
forma guciac.

L'esclavage des Nègres sera aboli dans nos Colonies.

Les loix, qui dans les armées de terre et de mer affectent exclusivement à la Noblesse les premières places, seront abrogées.

Les annates seront supprimées.

Les dispenses pour les mariages, les provisions pour les résignations en faveur et pour les autres titres de bénéfices, seront données par nos Evêques dans leurs diocèses respectifs, et notre argent n'achètera plus à Rome toutes ces choses qui doivent se donner.

Ces maximes fondamentales de la constitution de l'Etat, et ces réformes dans son administration, une fois consacrées par l'adhésion des Représentans de la Nation, et du Souverain, l'objet public dont s'occupera ensuite la Nation, sera sans doute celui des dépenses nécessaires à l'entretien de la force publique, qui doit maintenir l'ordre dans l'Etat, et faire respecter sa puissance au dehors.

L'Impôt.

Le désordre des finances du Royaume est-il tel, que, pour préserver la Nation de l'opprobre d'une banqueroute, et pour subvenir aux dépenses nécessaires du Gouvernement, il faille, à la masse énorme des impôts déjà établis, en ajouter d'autres ?

Ne seroit-il pas possible d'atteindre ce double but en substituant aux impôts établis, d'autres subsides d'une perception plus facile et moins dispendieuse, en les répartissant également sur tous les Sujets du Roi indistinctement, en simplifiant leur régie, en modérant les bénéfices des principaux Agens du Fisc, en diminuant leur nombre et celui de tous leurs Agens en sous-ordre, en les supprimant même tous, en faisant subir aux dépenses de l'Etat, jusqu'ici estimées nécessaires, toutes les réductions qu'y exigeroient peut-être leur juste comptabilité avec l'honneur du trône, la puissance de l'Etat au-dedans et au dehors, et le bonheur du peuple, le premier vœu d'un Souverain chéri ?

Sur tout cela, les Députés du Tiers-état du Labourt devront entendre les instructions que le Souverain fera donner à la Nation par son Ministre des finances.

Les vertus et les lumières connues de ce Ministre assurent d'avance le Tiers-état du Labourt, que la Nation pourra livrer sa confiance à ces instructions ; qu'elles lui présenteront un tableau fidèle de l'état de ses finances ; qu'on ne lui demandera pas de nouveaux subsides, si l'Etat peut absolument s'en passer ; que, si même on a pu trouver des moyens pour alléger le poids des impôts actuels, on tiendra à honneur et gloire de les indiquer et de les faire adopter à la Nation assemblée ; mais si des états bien vérifiés y démontreraient la nécessité d'établir de nouveaux impôts pour les engagements de l'Etat et ses besoins indispensables, alors sans doute les Députés du Tiers-état de toutes les autres provinces du Royaume voteront pour y souscrire ; l'on ne peut

3
Gure Colonietaco habitantei cilhegui içanen çayote, bere ethorquia atheratcen duten Erresumaco Estatu-generaletarat Deputatuén egortcea.

Gure Colonietan ezeztatua içanen da Moroén esclabotatsuna.

Hautsiac içanen dire itsasoco eta leihorreco armadetan Aitoren-semei choilqui lehenbico herruncac emaiten diotçaten legueac.

Annatac deithcen dire Aphezpicuec eta Abadec Ai'a-sainduari pagatcen diot oten dretchuac. Içanen dire dretchu hec khenduac, ceren Erresumatic camporat goanarazten baidituzte Erresumarentçat premlazeco den diru porcione handi bat.

Ezcontcetaco dispensac, Errotorien eta bertce beneficio edo prebenden batec bertce baten bururat iraganarazteco, eta holaco titulu guciac içanen dire emanac Aphezpicuec, bakhotchac bere diocezetan ; eta manera horiaz gure diruac ez ditu guehiago erosico Erroman dohainic eman behar diren gauçac.

Erresumaco lehenbico maxima principal horiec, eta administracioneco erreforma horiec, Estatu-generaletaco Deputatuez eta Soberanoaz eçagutuac, eta ficaltuac içanen diren ondoan, guero Nacionea occupatuco den objet publicoa içanen da, dudacic gabe, Erresuman berean mantenitu behar duen ordenaren eta campoan errespetaraci behar duen bot-herearen indarraren entretenimenduac ekharrico dituen gastu çucenac.

Imposac.

5
Hain desordena handia othe da bada Erresumaco tresoretan, non Nacionea bancarrot baten ahalqueria eta itsusitasunetic guibelatececotz, gobernamentuaco gastu baitezpadacoei ohore eguiteco, yadan emanac diren imposicionen nombre icigarriari behar baitçazco oraino bertce cembait iratchiqui ?

Ecin libra othe litaque bi herstura horietaric Nacionea, yadan pausatuae diren imposen orde, emaiten litequelaric bertce cembait, ceinen bilteca errech-agoa eta gutiagi gasta bailliteque, partitcen leitezquelaric impos berri hec igualqui eta berechtasunic gabe Erregueren sujet gucién artean, heyen erabiltceco moduac simpleago bihurturic ? Ez othe leitaque libra bi herstura horietaric, heyen bilçaille lehenbicoen irabaciac gutituric, bilçaille heyen nombrea bera eta heyen azpicoena çhümeturic, edo oraino bilçaille horiec guciac khenduric, orai arteraino baitezpadacoac iduquiac içan diren Erresumaco gastuei, thronuaren ohorearequin, Erresumac barnean eta campoan beharduen botherea eta populuaren çorionarequin, ceina baita Soberanoric maitenaren botu principala, antola litezquen gutimendu guciac eguinez ?

Gauça horien gucién gainean Laphurdico Heren-estatuco Deputatuec aditu beharco tuzte Erreguec bere tressoreco Ministros eman aracico diotçoten arguitasunac.

Ministro horren berthutec eta eçagutça bereciec seguraten dute aitecetic Laphurdico Heren-estatu, confidentiaric handienarequin Nacionea libra ahal ditequela Ministro hunec emanen diotçan iraçals penei. Instruccion heyec presentatuco diotela Erresumaco tresoren estatu leihal bat, ez diotela impos berriric galdeguinen, baldin niholere impos berriric gabe passa baditeque, eta oraino baldin aurkhitu bada cembait moyen yadan establituac diren carga

guère en douter d'après les sentiments patriotiques qu'elles ont déjà manifestés à cet égard : et alors le Tiers-état du Labourt auroit trop à souffrir de faire exprimer par ses Députés des vœux contraires dans l'assemblée de la Nation. Ils s'uniront donc dans ce cas au vœu général de la Nation : mais ils ne devront pas rougir de solliciter des ménagemens dans la répartition, en faveur de la pauvreté de leur Pays. Ils représenteront que le sol y est montueux, ingrat, stérile et long-tems rebelle aux efforts les plus opiniâtres et les plus dispendieux de la culture ; qu'aussi beaucoup de terrains y restent en friche de tous les tems ; que d'ailleurs la province, comme pays frontière, entretient un corps de milice permanent de mille hommes, dont son Bailli d'épée est le Colonelné, et qui, dans les tems de guerre, est prêt à suppléer les garnisons militaires à Bayonne, et dans les autres postes du Pays où le Gouvernement peut le croire utile : que par toutes ces considérations, le contingent du Pays aux subsides de l'Etat étoit resté borné, jusques vers le milieu du dernier siècle, à un abonnement de 253 liv., appelé de subvention ; que depuis, son abonnement a été porté, en y comprenant l'ancien, à plus de 60000 liv. ; et qu'un accroissement de cet impôt, pour peu qu'il s'y rendit sensible, pourroit forcer ses habitans aux émigrations, et amener la ruine entière de cette contrée limitrophe de l'Espagne.

6
Vraisemblablement ce sera au moment où s'entamera cette délibération sur les subsides de l'Etat, que les Représentans de la Nation réclameront le renouvellement et la confirmation de ce principe tutélaire de la propriété, auquel la justice souveraine du roi a elle-même rendu hommage dans ces derniers tems ; qu'aucun impôt ne puisse désormais s'établir dans le Royaume, que de l'aveu de la Nation assemblée.

Ce sera aussi dans cette partie des délibérations de la Nation assemblée, que les Députés qui la représenteront demanderont que cette loi, si digne du trône, que s'est déjà imposée le Souverain, de faire vérifier chaque année les comptes de finances du Royaume, et de publier par la voie de l'impression, les résultats de ces vérifications ; devienne encore, pour l'avenir, l'une des lois fondamentales de la constitution. Les Députés du Tiers-état du Labourt s'uniront à ces demandes si intéressantes des autres Représentans de la Nation.

Administration de la Justice.

La position du Pays de Labourt ne permet guère peut-être à ses habitans de juger, si parmi les Parlemens du Royaume, autres que celui dont il dépend, il s'en trouve quelques-uns, dont les ressorts sont trop étendus, et exigeroient des demembremens, pour une expédition plus facile, plus active et moins dispendieuse des causes d'appel.

Cependant l'inconvénient de la distance où se trouvent les Cours souveraines d'appel de quelques-unes des contrées de leur ressort, ne peut-il pas être modéré par des moyens moins extraordinaires et moins dangereux que celui du démembrement de leurs territoires, qui tendroit à donner à leurs justiciables actuels de nouveaux Magistrats, en qui ils ne

4
handien arintceco, ohore eta gloria handitçat atchiquico dela heyen proposatcea eta Nacioneari emaithea. Bainan attentioneric handienarequin examinaturicaco estatuec, ecin dūdatu guisa aguertcen badute Erresumaco engayamenduei, eta haren baitezpadaco beharrei ohore eguitemo behar direla cembait impos berri eman, orduan, dudaric gabe, Erresumaco provincietaco Heren-estatuco Deputatu guciec, laudadute, dudaric gabe, Nacioneco Deputatuec confirmatua eta erreberritua içan dadin, onthasun guciac beguiratu behar tuen, eta Erreguec berac azquen dembora hautan eçagutu eta aithortu duen principioa, ceina baita, hemendic harat ez dela Erresuman impositic establituco Nacione guciaren laudamenarequin baicen.

Deliberacione hori hartcen duten dembora herean oraino galdeguinen dute Nacionearen Deputatuec, Erreguec here buruari eman dioen eta thronuari hambat ohore eguiten dioen legue hura, ceinetaz Soberanoac aguindu baitu urthe guciez, urthe bakhotchetaco Erresumaco tresoreco contu generala verificatua içanen dela, eta publicatua impresionearen bidez, içan dadin oraino gueroçotz constitucionezco legue principalenetic bat. Laphurdico Heren-estatuco Deputatuec bat eguinen dire galde intresant horietan Erresumaco bertce Deputatuequin.

Justiciaren Administracionea.

Laphurdiren posicionac ez diote hainitz permetitcen Laphurtarrei yaquitea eya, ez bera dependitcen den Parlamentean, bainan bertce Erresumaco Parlamenten artean othe den cembait ceinen hedadura sobratuec galde bailegaquete içan ditecen partituac, appelletaco haucien juyamendua erecheteo, lasterragoa eta gutiango gostaco dena içateco.

Bizquitartean appelletaco Justicia soberanoetan heyen urruntasunetic populuari heldu çaiçcon bidegabeac, ez othe litezque guti bederen heyen partitceco moyen danyeros eta borthitcegui hori hartu gabe? Ecen moyen horrec eman liotçoque populuari Yuye berri batçuec, ceinetan ez bailuquete, eta ceinec ez bailegaquete mereci dembora lucez bere lehenatu

tuco dute, yadan eçagutcerat eman tuzten sentimendu ohoragarrien arabera ; laudatuco dute, diogu cembait impos berriren establimentua, eta orduan Laphurdico Heren-estatuac sopra pena luque, Estatu-generaletan here Deputatuec botu contrarioric eguitea. Casu hortan beraz, bat eguinen dire Laphurdico Heren-estatuco Deputatuec, Nacionearen botu generalarequin ; bainan ez dute orduan oraino ahalqueric behar içan herri pobre hauquien favoretan galdetceco gutimendu eta urricalmendu cembait ; impos hequietan erorico çayoten partean errerepresentatuco dute, Laphurdi herri mendiz bethe bat dela, Laphurdico lurrac idorrac, agorrac eta dembora lucez traballuric borthitcenei eta kharioenei ukho eguiten diotenac direla : arraçoïn horien ariaz bethidanic lurric guehienac larre daudeçela : bertce alde Laphurdic, frontera den beçala, entretenitcen duela bethi prest den milla guionezco erregimendu bat, ceinaren Colonel edo buruçagui baita here Justiciaco ezpatazco Baillif-handia, eta ceina guerla demboretan eta lehenbico ordenan, partitcen baita Bayonarat, edo gobernamentuac necesario aurkhitcen duen Laphurdico bertce cembait lekhtarat, heyetan soldaduen cerbitçu bera eguiterat ; consideracione horien gucién ariaz Laphurdic pagatcen cituen impositiconen partea, egon dela azquen mendearen erditaraino, subvencionea deitcen

pourroient avoir la même confiance que dans les anciens, et qui, selon toutes les apparences, ne pourroient la mériter de long-tems?

Que désormais tous les procès civils se portent en première instance devant les Bailliages et les Sénéchaussées, et que les appels de leurs jugemens, dans les causes reconnues assez importantes pour devoir en être susceptibles, se portent directement aux Cours du Parlement, d'où ils ressortissent.

Ce sera supprimer du même coup ces distinctions, déshonorantes peut-être pour la justice, que l'Edit de Crémieu avoit établies entre les causes civiles des Nobles et celles des autres Sujets du Roi.

Que sans faire changer de nom aux Bailliages et aux Sénéchaussées, les jugemens qu'ils rendront dans les contestations civiles purement pécuniaires, soient rendus souverains, toutes les fois que l'objet de la discussion n'excédera pas une certaine somme, et que dans chacun de ces Tribunaux la quotité de cette somme soit fixée eu égard aux ressources plus ou moins étendues du pays pour le numéraire.

On n'ose tracer le même plan pour les contestations civiles qui rouleront sur des propriétés immobilières, parce qu'il faudroit en assujettir l'objet à des estimations préalables qui compliqueroient la procédure, et que d'ailleurs ces sortes de choses ont un prix d'affection, qui peut s'accroître encore par le litige même, et qui échappe presque toujours aux estimations.

Que les Tribunaux même des Bailliages et des Sénéchaussées soient fermés à toutes les petites contestations pécuniaires qui n'excéderont pas une somme de 12 liv. ou même le double de cette somme; que ces modiques différends soient renvoyés

aux Officiers-municipaux des lieux, et qu'ils soient autorisés à les juger définitivement, par manière de police, sans forme ni figure de procès.

Mais qu'on rende en même-tems aux Bailliages et Sénéchaussées les matières des eaux et forêts qu'on leur a enlevées, pour créer ces Tribunaux du même nom, dont l'inutilité et la surcharge pesent depuis trop long-tems sur la Nation.

Qu'on leur rende encore les causes contentieuses des Communautés et des Paroisses, qui se portent devant les Intendants.

Que dans les matières criminelles même, les Bailliages et les Sénéchaussées soient chargés en première instance de leur jugement; et qu'après les premières informations faites, les Juges des lieux soient tenus de les leur envoyer avec les plaintes. Il y a trop long-tems qu'on reconnoit que l'innocence est trop exposée dans ces petites juridictions, à y laisser achever ces sortes de procédures, et que le crime y trouve trop de ressources pour l'impunité.

Que dans ces affaires du petit-criminel, qui naissent des injures, des rixes, les Bailliages et les Sénéchaussées puissent sans règlement à l'extraordinaire, prononcer des dommages et intérêts jusqu'à concurrence de 100 liv., et que leurs jugemens, lorsque la peine pécuniaire n'excédera pas cette somme, et qu'ils ne tendront d'ailleurs qu'à des réparations civiles, restent définitifs.

Par ces légers changemens de l'ordre de procéder en première instance, dans les matières civiles et criminelles, par

5) den berrehun eta berrhogoy eta hamahirur liberaco abonamendu edo punchamendu baten oinean; gueroztic haren abonamenduacigan direla lehenecoarequin batean hirur-hogoy milla libera baino gorago, eta orai, denmendrena sentiaraz litequen impos horren emendacionec hertcha letçaquela Laphurtarrac Erresumaren uzterat, eta ari hortaz eguin leçaquetela Espainiaren hausso diren herri hauquien gorigaitz osoa.

Imposen deliberacionea hasten den demboran. aldeguinen goco Yuyetan guten confidentcia.

Hemendic harat civileco, erran nahi da criminelari behatcen ez gaizcon hauci guciac ičan ditecen eramanac lehenic Bailliage eta Sennechaletarat; heyen yuyamenduen appellac, hortacotz asqui importantac egagutuac ičanen diren eguitecoetan, ičan ditecen chuchenqui deithuac Yusticia horiec dependitcen diren Parlamentetarat.

Colpe hortaz beraz hautsiac ičanen dire Aitoren-semen eta Erregueren bertce suyeten artean, Cremieu deithcen den hirian emanico legueac egarri tuen, eta Yusticia bera, behar bada desohoratcen duten, berechtasunac.

Bailliagei eta Sennechalei icenic gambiaraci gabe, diruz eta diru suma suerte batez baicin questione ičanen ez den haucietan, Yusticia horietaco yuyamenduac ičan ditecen soberanoac, erran nahi da appellelarat suyeticanen ez direnac; eta suma suerte aiphatu dugun hura ičan dadin fixatua Tribunal heyetarie bakhotchetan heyen eremuen eta aberastasunen arabera.

Ez gare ausartatcen onthasunen gainean ičanen diren haucientçat gauça beraren proposatcerat, ceren hauci horietaco objetac suyet baitire, Yusticiaren martcha gaitçagoa errendateen duten estimacionetarat, eta bertce-alde oraino ceren onthasunec baitute bere yaben aldetic amudiozco precio bat, ceina maiz hauciac berac handiçagoa bilhacatcen baitu, eta ceina casic bethi itçur bailaquiouete estimatçailen beguei.

Hamabi libera edo oraino suma horren doblea iragaten ez duten diruzco hauciei, ičan ditecen Bailliageac eta Sennechalac çarratuac; eta ičan ditecen hauci horiec egorriac herri bakhotchetaco cargudunei, ceinec yuyatuco baitutuzte appelle gabe, poliçaco eguitecoen maneran, haucitaco formarie gabe.

Bainan dembora berean bihur diotçotela Bailliagei eta Sennechalei, bortchaz eraman diotçoten arriberen eta oiñanen ariaz formatcen diren hauciac, deseguiten direlarican *cauz* eta *foretetaco* deithcen diren Tribunalac, ceinen carga inutilac dembora luceguiz lehertcen baitu Nacionea.

Bihur diotçotela oraino Intendencietarat eramaten diren herrien beren haucitaco eguitecoac.

Hauci crimineletan ere Bailliageac eta Sennechalac choilqui ičan ditecen cargatuac lehenbico yuyamenduez; eta lehenbico informacioneac eguin ondoan, Yuye particular guciac ičan ditecen obligatuac Bailliagei eta Sennechalei informacione heyen egortcerat, errecibitu tuzten plaintequin. Sobre dembora da egagutua ičan dela Yusticia chume horietan maicegui, accusatuac direnen innocencieac galdetcen duela ez ditecen heyetan akhaba hauci horiec, eta criminelec sopra ihez lekhu atcematen dutela heyetan ez gaztigatuac içateco.

Iharduquitçetarie, escatimetarie, eta arnoac edo colerac erran-arazten dituen ahapaldi gaichtotarie, eta colpe danyeros ez direnetarie sortcen diren criminelchumeco deithcen diren haucietan, Bailliageac eta Sennechalac ičan ditecen autorisatuac, erreguelamendu extraordinario deithcen den for-

7

ces médiocres accroissemens de la juridiction des Bailliages et des Sénéchaussées dans les affaires de l'un et l'autre genre, l'autorité publique prémunira l'homme, autant que cela lui est permis peut-être, contre la triste manie du litige; la plupart des procès se termineront dans les Tribunaux des contrées où ils auront pris naissance; les Tribunaux souverains n'auront plus à juger des appels que pour des affaires d'une importance digne de cette réclamation extraordinaire; et leur distance de quelques-unes des contrées de leur ressort deviendra encore, dans ces causes même, un frein utile contre la licence des appellations.

Les réformes que la Nation paroit désirer depuis long-tems dans la législation civile et criminelle, pourront sans doute, une fois effectuées, remplir encore mieux les vœux d'un Gouvernement bienfaisant pour l'administration de l'une et l'autre Justice.

Mais, pour achever ce grand ouvrage, ce ne sera pas trop vraisemblablement de l'intervalle qui séparera la prochaine Assemblée de la Nation de celle qui suivra; et en attendant, ne pourroit-on pas, dans les Etats-généraux qui vont se convoquer, faire subir à notre code criminel quelques réformes partielles, qui peut-être intéressent d'une manière urgente l'innocence des accusés, victimes de l'erreur ou de la calomnie, et l'honneur de la Justice?

Ne pourroit-on pas faire disparaître des actes de l'instruction criminelle, cette clandestinité trop dangereuse qu'on y exige à l'égard des accusés, et qui ne s'observe qu'à l'égard des accusés pauvres?

Ne pourroit-on pas bannir de l'ordre judiciaire que l'on suit maintenant au criminel, cette distinction trop répugnante à la raison, entre les faits appelés *péremptoires*, et les faits justificatifs; les établir également proposables et susceptibles de preuve de la part des accusés en tout état de cause, et les affranchir encore d'une partie au moins des gênes auxquelles on assujettit les accusés pour la production des témoins par lesquels ils pourront les prouver?

Ne pourroit-on pas faire cesser ce privilège étrange qui semble outrager la Justice en faveur des Prêtres et des Nobles, en leur attribuant la faculté arbitraire de faire juger leurs causes criminelles aux Parlements, par la Tournelle seulement, ou par la Tournelle et la Grand-chambre réunies?

Ne pourroit-on pas supprimer les distinctions qu'amenent certains crimes, pour les peines publiques à décerner contre les Nobles ou contre les Roturiers qui s'en rendent coupables?

Enfin ne pourroit-on pas du titre des *Récusations*, commun aux procédures civiles et criminelles, supprimer certaines dispositions, qui, pour honorer excessivement la dignité du Magistrat, deviennent trop favorables à ses passions, comme homme?

Demandes particulières du Tiers-état du Labourt.

1.° Par rapport à l'Administration de la Justice dans son Pays, le Tiers-état demandera qu'en même-tems qu'on maintienne sa contrée dans le ressort du Parlement de Bordeaux, ses causes d'appel y soient néanmoins expédiées sans aucune

6
ma lucea eta gastosa emplegatu gabe heyen yuyatcerat, ordenatuco dituen domaya eta intresen yuyamenduac ehun libera pasateen ez dituenan, eta suma hori pasatuco ez duten eta erreparacione civilac baicen manatuco ez duten yuyamenduac, içan ditecen Tribunal horietan soberanoac.

Eguiteco criminel ez direnetan, lehenbico Tribunaletan haucientçat seguitu behar den ordenan eguinen diren gambiantça chume horiez, Bailliagei eta Sennechalei emanen çaiçcoten emendacione aphur horiez, leguec, cilhegui çaiotien beçain batean bederen, guibelatuco tuzte guigonac haucitaco gusta çorigaitcecotie; haucitic guehienac akhabatuco dire hasico diren lekhu beretan. Parlamentac eta bertce Yusticia soberanoac ez dire guehiago occupatuac içanen appelletaco dretchu extraordenarioa mereci duten eguiteco handien yuyateen baicic, eta orduan oraino, Yusticia soberanoen urrun-tasuna içanen da arraçoïn bat appellic ez arinqui eguiteco.

Nacione guciac aspaldi-danic galdetceen tuen erreformac, legue criminel eta criminel ez direnetan eguiten direnean, hobequi complituac içanen dire gobernamentu, populuaeren ona baicic nahi ez duenac eguiten tuen botuac, yusticiaren administracionearen gainean.

Bainan obra handi horren eguiteco, ez da sobra içanen, dudacic gabe, bigarren Estatu-generalac lehenbico hautaric separatuco dituen dembora gucia; eta bizquitartean ez othe liteque posible oraino Estatu-general hauquietan cembait gambiantça eguitca, gure legue criminelecotan ez ditecen, accusatu innocentac içan calomniaren eta sobra maiz enganacor diren iduripenen victima dohacabeac?

Ez othe liteque posible crimineleco haucitaric khentcea accusatuen, bainan accusatu aberatsac ez direnen alderat baicen beguiratcen ez den ichiltasun, ilhunbetasun eta gordece sobra danyeros hura?

Ez othe liteque posible hauci criminelecoen yuyatceco ordenetarie apartateca, arraçoïn naturalaren contra dohan *péremptorioac* deithcen diren, erran nahi da, batere dudacic gabecoac, eta bertce yustificacionezco articuluen artean aur-

khiteen den distincionea? Ez othe liteque posible ordenateca bi froga suerte horieç içanditezquela galdetuac eta eguinac accusatuen aldetic, haucia perseguitcen den cein nahi demboretan? Ez othe liteque posible oraino accusatuei errechtea bere innocentiaeren frogateco presentatu behar tuzten lekhuoen adiarazteco tuzten trabac?

Ez othe liteque posible suntsitcea Aphecen eta Aitorensemen favoretan, yusticia bera insultatcen duen privilegio harrigari hura, ceinac Aphecei eta Aitoren-semei emaiten baitiote hautu, heyenganic choilqui dependitcen dena, Parlamenteco gambara handiaz edo gambara hartaz Turnel-laco deitcen den Gambararequin yuntaturic, bere hauci criminenen, yuyarazteco?

Ez othe liteque posible hautstea Aitoren-semei eta gainerraco bertce Erregueren Suyetei crima batçuen condemnamentuac emaiten diotçoten punicionen differentcia?

Finean ez othe liteque posible eguiteco criminel eta criminel ez direnetan, Yuyen apartateco titulutic khentcea cembait articulu, ceinac Yuyen dignitatea hainitz sobra ohoratcen dutelarie, heyen pasionei, guigon flaco beçala, abantail handieguiac emaiten baitiozcate?

acceptation de personnes, selon le rang de date où elles arriveront ; et que pour assurer cet ordre de leur expédition. le

Gouvernement veuille prendre des mesures rigoureuses, et s'il se peut, incorruptibles.

Qu'en matière civile, les jugemens de son Bailliage, dans les contestations pécuniaires, dont l'objet principal n'excèdera par la somme de 300 liv., restent définitifs, et que la voie de l'appel soit fermée contre ces jugemens.

Que dans les affaires du petit-criminel, son Bailliage puisse sans règlement à l'extraordinaire, prononcer des dommages et intérêts jusqu'à concurrence de 100 liv., et que les Jugemens qui n'excéderont pas cette peine pécuniaire, et qui d'ailleurs n'ordonneront que des réparations civiles, restent également définitifs et non sujets à l'appel.

Que les appels des autres jugemens qui s'y rendront en matière civile et criminelle, se portent directement au Parlement de Bordeaux ; qu'en réintégrant son Bailliage dans l'intégrité de sa primitive juridiction, on lui rende la partie des cas royaux dont on l'a privé ; et qu'on lui restitue les trois Paroisses de Bardos, de Guiche et d'Urt, démembrées autrefois de son territoire pour les unir à la Sénéchaussée ducale de Gaves.

L'Assemblée-générale des Basques-François n'a pu céder, sur ce point, aux représentations contraires des Députés particuliers de ces trois Paroisses ; parce que leur attachement pour la maison de Gramont a pu seul les leur suggérer, et que le Pays de Labourt, en partageant avec eux le même sentiment pour cette maison respectable, y trouve un motif de plus d'espérer que la justice toujours généreuse des Gramont appuyera elle-même, s'il le faut, cette demande si intéressante pour les Basques-François.

Que les procès en règle soient interdits dans le Pays pour des contestations purement pécuniaires qui n'excéderont pas la somme de 12 liv., et que ces modiques différends soient renvoyés aux Officiers-municipaux des lieux, pour les régler définitivement, par manière de police, sans forme ni figure de procès.

Que les lois contre le vagabondage soient renouvelées, confirmées et publiées, et qu'il soit enjoint au Tribunaux de tenir une main rigoureuse à leur exécution.

2.^o Par rapport à la manière de contribuer aux impôts, et de se régler entr'eux pour l'administration intérieure de leurs Communautés respectives, les habitans du Tiers-état du Labourt demanderont qu'on leur conserve la constitution particulière que leur assignent les arrêts du Conseil du 3 juin 1660, du 10 février 1688, du 17 juillet 1769, et du 4 mai 1772. Ils se trouvent assez bien de ce régime ; ils craignent d'en changer.

Si les vœux qui se font entendre dans la Nation pour la suppression des Intendants étoient remplis, ce régime dans lequel les Basques du Tiers-état demandent à être maintenus, n'en deviendrait vraisemblablement que plus avantageux pour leur contrée. Mais si les Intendants conservés devoient continuer d'y avoir l'inspection qu'on leur a reconnue jusqu'à présent, les Basques du Tiers-état demanderoient que, dans ce cas, on leur donât pour Subdélégué un Basque qui résidât dans le Labourt, qui entendit leur langue, et qui pût avoir pour leurs intérêts communs, ce zèle d'affection que

7
Laphurdico Heren-estatuaren galde berezi eta particularrae.

1.^a Bere herrietan Yusticiaren partitcearen ganean, Heren-estatuac galdeguinen du, Laphurdi, Bordeleco Parlamentaren soberanotasunaren azpian bethi uzten delaric, haren Bailliageco appellac ičan ditecen Parlament hartan yuyatuac, harat egorriac ičanen diren herruncan, nihoren favoretan herrunca hura hautsi gabe ; eta ordena horren seguracoco, Gobernamentuac har-detçan moyenic segurenac, eta ahal bada, gambia ez ditezquena.

Criminelac ez diren, diruzco, hirur ehun libera baino guehiagotarat iganen ez diren hauciäc, ičan ditecen here Bailliagean airas yuyatuac, eta yuyamendu suerte horientçat ez dadin ičan appelle.

Criminel-chumeco deithcen diren eguitecoetan haren Bailliageac ordena deçan, Erreguelamendu extraordenarioric gabe, ehun liberetarainoco domaye eta intresac, eta yuyamendu suerte horiec, erreparacion civiloric baicen bertcealde manateen ez dutenean, ičan ditecen soberanoac eta appelletarat suyet ičanen ez direnac.

Bertce crimineleco eta criminel ez direneco Bailliageco yuyamendu suerte guciac, ičan ditecen chuchenqui Bordeleco Parlamenterat eramanac ; bere lehenagoco yusticia osoa Laphurdico Bailliageari bihurtcen çayoetaric ; eman diogoten *casu royalac* daritçoten alchatu-çayoen parteä, eta itçul diotçoten lehenago haren yusticiaren azpitic khenduric, Camesco Sennechalari iratchiqui diotçoten Bardotceco, Guicheco eta Ahurtico hirur herriac.

Laphurdico Escaldun-Francesen Bilçar-generalä ecin erori da, pontu horren ganean, aiphatu diren hirur herri horietaco Deputatuec eguin diotçoten errerepresentacione contrariotetarä ; ceren errerepresentacione hec eguin baitituzte choilqui Gramonen etchearentçat duten amudioaren ariaz, eta ceren Laphurdi guciä heyequin partale den-arren etçhe errespetaçari horrentçat duten amudioan, sentimentu hontan berean aurkhitecen baitute motibo bat guehiago, esperantça içateco Gramontarren çuentasun generosac berac, sustengalucoco duela Escaldun-Francesentçat hain intresanta den galde hori.

Hamabi liberaz gorago iganen ez diren hauciäc ičan ditecen debecatuaç Laphurdin, eta objet chumec horiec ičan ditecen cargudunec, poliçaco maneran yuyatuac.

Suric eta egoitçaric gabeco, curri eta esque dabilçan yenden contra eguinac ičan diren legueac, ičan ditecen erreberrituac eta publicatuac, eta oraino ordenatua ičan dadin Yusticietaco Tribunalei çorrotzqui heyen executateca.

2.^a Imposen partitcearen eta here herrietaco Administracionearen molden ganean, Laphurdico Heren-estatuac galdeguinen du ičan daitecen mantenituaç, erearoaren hirurean 1660^{ean}, otsaillaren hamarrean 1688^{ean}, uztaillaren hamaçazpian 1769^{ean}, eta mayatçaren lehenean 1772^{ean}, Erregueren Conseilluan eman ičan diren arrestec, beguiratu dioten constitucionen particularrean. Ungui aurkhitecen diren tratamendu hortaz ; eta beldur luquete gambiantça caltecor luqueten.

Nacionearen artean adiarazten diren botuaç Intendenticien borhatceco, betheac balire, Heren-estatuco Escaldun-Francesen, mantenituaç ičan dadin galdetcecen duten here constitucionen particularra, abantailosago baicic ez liteque ičan Laphurdientçat. Bainan Intendentac iduquitcen badire here

que n'affoiblissent point des intérêts personnels opposés.

Après même ces réformes adoptées et sanctionnées par le Gouvernement, peut-être faudroit-il d'autres moyens encore pour encourager l'agriculture dans un pays où la stérilité des terres est telle qu'à peine elles rendent le tiers des grains nécessaires aux besoins du pays. Des loix récentes ont accordé en général aux défrichemens des terres incultes, des exemptions d'impôt et de dime plus ou moins longues; il seroit de la justice et de l'intérêt du Gouvernement, que ces exemptions fussent prolongées pour le Pays Basque, et qu'à l'époque où elles cesseroient, les terres défrichées ne payassent la dime qu'au 50^{me} des fruits.

3.° Par rapport à leur Coutume locale, en prévoyant que la réforme de quelques-unes de ses dispositions pourroit ranimer dans leur Pays l'activité de l'industrie, et favoriser les progrès de l'agriculture, les Basques-François pensent néanmoins que le plan de cette réforme doit être concerté avec beaucoup de réflexion; et tout ce qu'ils croient pouvoir, à cet égard, demander maintenant au Gouvernement, c'est qu'il leur soit permis de former dans le Pays un Comité d'hommes sages et instruits, pour travailler au plan de cette réforme, et lui obtenir la sanction du Gouvernement, s'il est adopté par la majorité des Paroisses du Pays.

4.° Les Députés des Basques-François dénonceront à la Nation Assemblée, les recherches vexatoires auxquelles se trouvent journellement exposés, de la part des Agens du Fisc, les habitans des Paroisses de leur Pays situés entre la Nive et l'Adour; ils seront chargés d'un mémoire qui les détaillera et dont le tableau suffira pour intéresser la Nation et le Souverain à en arrêter le cours.

10
Ils dénonceront encore les concussions que les Agens du Fisc entreprennent d'exercer sur le Pays, en exigeant sur les cuirs et le fer ouvrés dans les manufactures des mêmes Paroisses, ainsi que pour les insinuations des donations entre-vifs, des droits que la Province a déjà payés par son abonnement pour les impôts de tous les genres.

Ils dénonceront l'atteinte que le Fisc a entrepris de porter dans ces derniers tems à l'allodialité de tous les tems reconnue de la Province.

5.° Ils demanderont pour la partie maritime du Pays, et pour la Nation, intéressée à conserver ses meilleurs matelots, que pour l'encouragement de la pêche de la Morue, il soit fait des réglemens fixes, auxquels soient assujettis les armateurs et les matelots, relativement aux avances que les derniers reçoivent à leur départ;

Qu'il soit accordé des primes pour ces expéditions maritimes;

Que les Morues de la pêche nationale circulent librement dans le Royaume, en exemption de tous droits, même des droits d'octroi des villes;

Qu'enfin l'entrée du Royaume soit fermée aux Morues de pêche étrangère.

6.° Ils demanderont que le Gouvernement fasse reconstruire le pont de Saint Jean-de-Luz, qui menace une ruine prochaine; qu'il rembourse à la Paroisse de Cambo les frais d'un pont de pierre déjà commencé sur la partie de la Nive qui la traverse, et qu'en même-tems il fasse construire deux autres

8
empleguetan, Heren-estatuco Escaldun-Francesec galdeguinen dute eman diotçoten Subdeleguetçat Escaldun bat, Laphurdin dagoena, escara aditcen duena, bere intres propioec Laphurtarrentçat behar duen amudioa flacatuco ez dioten bat.

Erreforma horiec guciac, Gobernamentuac errecibitu eta manatu ondoan, behar da oraino galdeguin cembeit laguntça laborantçaren favoretan. Galde hori hambatenaz yustuagoa içanen da non Laphurdico lurren agortasunaren ariaz, ez baitiote Laphurdico lurrec emaiten bere habitantei premia duten bihiaren herena. Berriro eguinicaco legue batçuec lur berriac dispensatu tuzte detchimetaric eta impositaric dem-bora suerte batentçat. Gobernamentuaren justiciac eta intresac berac galdetcen du impositaric eta detchimetaric lur berriac dispensatcen tuen leguea, içan dadin Laphurdirentçat epheluceago batentçat establituua, eta oraino lur berriac, epheluceatu behar den hori iragan ondoan-ere, ez ditecen içan sumetituac hamargarrenaren orde berrogoi eta hamargarrena baicic pagatcerat.

3.ª Iduritzen delaric Laphurdico costumaren cembeit articuluren erreformac bithc eta susta leçaquela industria edo antcea, eta emendaraz laborantça, Escaldun-Francesec uste dute bizquitartean erreforma horiec errefflexioneric handienequin eguitecoac direla; eta orai objet hunen gainean galde deçaqueten gucia da, Laphurdin içan dadin formatua Laphurtar prestu eta arguitu batçuec deputacione bat, ceinac orreforma horiec eguin ondoan egorrico baitituzte herri bakhotchetarac, eta ceinen laudamena galdeguinen baitiote Gobernamentuari, baldin herriac content badire erreforma heyetaz, eta ez bertecela.

4.ª Laphurtar Escaldun-Francesen Deputatuec declaratuco diote Nacioneari, cembat ecin jasaneczco traba eta inyusticia egun guciez eguiten dioten goardec, bi arriberen artean daudecen Laphurtarrei; cargatuac içanen dire memorio particular batez objet horren gainean, eta asqui içanen da, dudaric gabe, Nacioneari eta Soberanoari traça eta inyusticia cruel horien chechetasuna irakhastea, heyen bararazteco.

Adiaracico dute oraino çucen contraric handiena dela larruen, burdina obratuen eta donacionen insinuacionearentçat Laphurdire pagarazten diotçoten dretçuac, ceinac yadanic Laphurdic pagatcen baititu bere abonamentuaren ariaz, eta ceinac molde hortaz bietan pagarazten baitiotçote.

Althatuco dire borthitzqui Laphurdico herriei eta particularrei bere onthasuntçat berrirozqui pagarazten diotçoten dretçuen contra, declaratcen dutelaric Laphurdi bethi-danic eçagutuua içan dela lur allodial, erran nahi da, lur libro eta dretçuric nihori çor ez dioen batentçat, eta pagamentu hain çucen contra eguinarazten eta galdetcen tuzten horiec colpe mortal bat ekhartcen diotela haren libertate allodialari.

5.ª Galdeguinen dute Laphurdi-costa-partearentçat eta Nacione guciaren onetan, ceina intresatuua baita Laphurdic fornitcen diotçon Erresuma gucico marinel hobereenen contserbatcerat, galdeguinen diote eman-diotçoton bacaillaben arantçari laguntçaric handienac; içan ditecen erreguelamendu çucenac eguinac marinelec partitcean hartcen tuzten abantçuen gainean, eta nahiz huriçesac, nahiz marine-lac, içan ditecen obligatuac erreguelamendu hequien seguitcerat.

Içan ditecen grafificacioneac eçagutuac armamentu horientçat.

ponts de pierre, l'un sur la Nive encore à Itxassou, l'autre sur l'Adour, à prendre d'Urt vers le bord opposé.

On demande ces dépenses au Gouvernement, parce qu'elles ne seront pas considérables, et qu'elles sont nécessaires, non-seulement au commerce du Pays avec les Provinces voisines, mais encore à la Nation pour les passages des troupes.

7° La ville de Saint-Jean-de-Luz n'est défendue contre les ravages de la mer qui a déjà emporté plusieurs de ses maisons, que par un estacade en bois. La justice et l'humanité réclament du Gouvernement, qu'à cette barrière trop foible, il substitue un mur solide, qui puisse rassurer les habitans de Saint-Jean-de-Luz contre les irruptions nocturnes de ce terrible élément.

8° La justice et l'humanité réclament encore du Gouvernement, que le port de Biarritz soit rétabli, et que les fanaux qui éclairaient autrefois, la nuit, les navigateurs dans ces côtes dangereuses, y soient replacés.

Un cordon d'Invalides établi depuis Itxassou jusqu'à la rivière de Bidassoa, pour empêcher la désertion, n'y peut remplir que foiblement cette destination; et cependant son entretien est très-onéreux au Pays.

Le Tiers-état demande qu'on le remplace par trois brigades de Maréchaussée, qui, distribuées convenablement dans la contrée, rempliront bien mieux la même destination, et rendront encore au Pays d'autres services importants, comme ceux d'en imposer aux malfaiteurs, et de contenir les brigandages des Bohèmes-vagabonds.

9° Un bureau établi sur le bord espagnol du Pas de Bého-bie, perçoit des droits sur tous les François qui viennent d'Espagne en France, et qui de la France passent en Espagne. La loi de la réciprocité ne voudrait-elle pas qu'on accordât

aux Basques-François, sur qui pèse le plus cette fiscalité espagnole, un bureau sur le bord françois, où se perçussent les mêmes droits sur les Espagnols qui viendraient en France et qui retourneraient chez eux, et dont le produit fût réparti proportionnellement entre les Paroisses du Labourt, pour aider ce pauvre Pays à acquitter sa contribution aux subsides de l'Etat ?

10° Tous les revenus presque du Chapitre de Bayonne se composent de dîmes qu'il tire du Pays de Labourt; ne serait-il pas juste qu'un certain nombre des prébendes canoniales de ce Chapitre fût exclusivement affecté aux Prêtres Basques ?

11° Enfin les habitans de Bonloc et Lahonce sont accablés sous d'énormes redevances seigneuriales. Ce sont les seules traces de féodalité oppressive qu'on remarque avec effroi dans le Pays de Labourt, de tous les tems noble, c'est-à-dire, libre et allodial. Leur origine peut paroître d'autant plus suspecte, que les habitans de la Province ont toujours été très-religieux, et que les Seigneurs qui les perçoivent sont des Ecclésiastiques. Ils gémissent eux-mêmes d'avoir à les recouvrer, et ils accepteraient avec reconnaissance l'union de quelque bénéfice à leur manse, qui remplaçant à-peu-près ces droits dans leur revenu, pût leur procurer la satisfaction d'en affranchir les habitans de ces Paroisses.

Tels sont les objets des réclamations générales et particulières que ses fidèles Sujets du Tiers-état du Labourt chargent leurs Députés de faire parvenir au Souverain, dans

9
Gure arrantçaco bacailabec curri deçaten libroqui Erre-suma gucian, dretchuric batere, hirietacoric ere pagatu gabe.

Finéan Erresuman ez dadin cilhegui içan arrantça arrot-cetaco arrainic nihortaz-ere sartcea.

6.^a Galdeguinen dute Gobernamentuac eguin araz deçan subi herri bat Donibane eta Sibururen artean, ceren orai den subia erortceco menean den; itçul diotçon Camboco herriari, Cambon hasia den harrizco çubian yadan emlegatu dituen diruac, eta bere gastuz akhaba deçan çubi hura. Bertce alde oraino eguin detçan bi harrizco çubi, bat Itxasun, eta Bigarrena Ahurtin.

Gastu horiec galdetçen çaiçco Gobernamentuac, ceren ez diren hainitz handiac eta ceren baitezpadacoac diren, ez choilqui ingurutaco Provincien comertcioarentçat, bainan oraino Nacionearentçat tropac pasatçen direnean.

7.^a Donibaneco cembait etche yadan Itsasoac eraman tu, eta haren burfudien contra çureçco estacada batec choilqui guericatçen du. Gobernamentuac justiciac eta humanitateac berac galdetçen du estacada haren orde içan dadin eguina harrasi borthitz bat, herri hori Itsasoac eraman ez deçan amorea-gatic.

8.^a Çucentasunac eta humanitateac galdetçen dute oraino Gobernamentuac eguin deçan Biarritzco portua, eta lehena-go handic marinelaç itsaso danyeros hautan gabaz arguitçen cituzten athalayetaco subac içan ditecen erreherrituac.

Inbaliden cordoin bat establittua da Hendayatic Itxassurainocoan, soldaduen desertçionea guibelatceco, bere establimentuaco objeta hainitz flacoqui baicic ecin bethe deçaque; bizquitartean carga borthitz bat da Laphurdirençat heyen entretenimendua.

Heren-estatuac galdetçen du inbalida horien orde içan ditecen Laphurdin eçarriac artcheren hirur brigada, ceinec ungui errepertituac direlaric, Laphurdin betheco baitute hobequi inbalidac cargatuac diren objeta, eta ceinec bertce-alde Laphurdi beiratuco baitute manduleretarie, eta debetatuco Cazcarot edo Bohemi curri dabilçanen ohointçac.

9.^a Espanolec badute fronteran Pausuco bertce aldean bureu bat, ceinetan pagarazten baitiotçote Espainiatic Franciarat, eta Franciatic Espainiarat dabilçan Francesei, dretchu asqui handi batçuec. Orobatasuneco legueac ez othe luque nahi Laphurtarrei, ceinaç guehienic lehertçen baititu carga horrec, Erreguec diotçoten podorea Espanolec beçala bureu bat Pausuban establittceco, ceinetan pagaraz bailioçoçquete Espanoley, Espanolec gure gainean altchatchen tuzten dretchu berac, eta heyetarie ethorrico den ona içan dadin partittua Laphurdico herri gucian artean, bere carguen arabera, eta aria hortaz Laphurdi, guti aberatsa, içan dadin lagundua bere imosen pagamenduan.

10.^a Bayonaco Calonyen errebenuric guehienac biltçen dire Laphurdin alchatchen tuzten detchimetic; çuçen liteque beraz beraz, eta Laphurdic galdetçen du içan ditecen Calonyetasun nombre bat destinatuac bethi Laphurtar Aphecentçat.

11.^a Finéan Lecuyondar eta Lehuntzarrec Seigneurei çor diotçoten cargarie handienen azpian bici dire. Horiec dire choilqui Laphurdi, bethi-danic Nobleac, erran nahi da libroac eta allodialac, bere baithan pena mingarrienarequin ikhusten dituen feodalitatearen edo esclabotatan suerte baten iduri bakharrac. Dretchu horien hastapenac hambatenaz suspetçagoac iduri dute, cembatenaz yaincotiartasun guehiago içan baitute bethi Laphurtarrec, eta fraidec biltçen baitituzte

l'Assemblée de la Nation. En leur donnant la mission de les proposer dans cette Assemblée, ils les revêtent,

conformément au vœu énoncé par Sa Majesté dans l'article 45 du règlement du 24 janvier, de tous les *pouvoirs généraux et suffisans pour proposer, aviser et consentir*, à tout ce qui s'y délibérera à la pluralité des voix, sur ces objets, ainsi que sur tous les autres qui s'y discuteront. Ce n'est pas qu'ils pensent, ni que leurs Députés, dès le choix qu'ils en auront fait, se transforment en Représentans de la Nation, ni que, comme leurs mandataires, leurs pouvoirs ne puissent être valablement limités; mais toute limitation de ce genre seroit essentiellement contraire à l'objet de leur mission. Ils sont envoyés à une Assemblée de la Nation, non pour y imposer des loix à ses autres Représentans, mais pour y délibérer avec eux les meilleures loix possibles, soit sur la constitution de l'Etat, soit sur toutes les parties de son administration. Il faut dès-lors s'abandonner à leur conscience et à leurs lumières, et que, sur les vœux et les réclamations même qu'ils sont chargés d'y présenter, comme sur tous les autres qui s'y proposeront, ils soient libres de se ranger du parti où une discussion calme et patriotique leur fera reconnoître la vérité, la justice et le bonheur général de la Nation.

Lu, révisé et approuvé en l'Assemblée-générale du Tiers-état, tenue dans l'auditoire du Bailliage du Labourt, avec autorisation aux Commissaires d'y apposer leurs signatures, pour garantir la fidélité de la transcription, le vingt-trois avril mil sept cent quatre-vingt neuf.

Signés sur l'original,

GOROSTARSOU, *Commissaire.*
D'AGUERRESAR, *Commissaire.*
DITHURBIDE, *Commissaire.*
D'HIRIART, *Commissaire.*
HARRIET.
HARANBOURE.
D'ELISSALDE, *Commissaire.*
DIESSE, *Commissaire.*

10
dretchu hec; berec bizquitartean pena dute heyen biltcea, eta eçagutçaric handienarequin har leçaquete heyen orde comentuari iratchac liçoçoqueten cembait prebenda chume, ceinac dretchu hec, aphur bat goiti-beheiti, igualtceen litu-quelaric, eman bailiçoçoquete habitant heyen libratceco at-seguin goçoa.

Holacoac dire bere Soberanoari Nacionearen Asambladan adiarazteaz, Laphurtarrec bere Deputatuac cargatu tuzten botu general eta particularrac; horien proposatceaz Estatu-generaletan cargatcen tuztelaric, emaiten diotçote Erreguec urtharilaren 24^{ean} eguin duen erreguelamenduaren 48^{en} articuluaz, desiratcen tuen podore general eta hedatu guciac proposatceco, ungui ikhusteco eta laudatceco han boz nau-sian deliberatuco diren gauça guciac, nahiz objet hauquien gainean, nahiz han tratatuco diren bertce objeten gainean. Ez dire sentimendutaco hargatic Laphurtarrac, heyen Deputatuac içan ditecen Laphurdi, berec bere baitharic errepre-sentatcen dutenac, Deputatutçat icendatuz gueroz, ez eta ere mandatari begala, heyen podoreac ecin içan ditezquela mugerrizatuac, bainan uste dute, muguerri suerte horiec he-yen carguaren objetarentçat caltecor litezquela. Egortcen dire Nacionearen Asamblada batetarat, ez han legue eguiteco bertce Deputatuei, bainan bay han heyequien berehteco le-gueric hoberenac, nahiz Erresumaco constitucionearen gainean, nahiz oraino administracioneco parte guciën gainean. Hortaracotz, hequien concientciatarat eta heyen eçagutce-tarat utci behar tugu, gure on-gaitz guciac, eta nahiz gure erre-presentacionen gainean, nahiz harat bertcece ekharrico tuztenen gainean, libro behar dute içan Deputatuec, hart-ceco eguia, çuentasuna eta Nacione guciaren dohatsutasuna guehienic ekharrico duen partidua.

Laudatua, iracurria eta aprobatua içan da Cayer hau Laphurdico Heren estatuaren Bilçar-generalean, Ustarizco gaz-teluan atchiquia, eta autorisatuac içan dire Laphurdico Comisarioac bere signadura hunen azpian ematerat hunen fide-litatearen seguratceco. Eguina apirillaren hogoi eta hirurean, milla çazpi ehun eta laurhogoi eta bederatcian.

LOUCOUGAIN, *Commissaire.*
DORNALDEGUY, *Commissaire.*
DITHURBIDE, *Président de l'Assemblée, par l'incommodité de*
M. le Lieutenant-général;
Et DASSANCE, *Greffier en chef et Secrétaire.*
Collationné, par Nous,
DASSANCE, *Greffier en*
chef et Secrétaire.